

Effet de la qualité des institutions sur l'attractivité des investissements directs étrangers en République Démocratique du Congo

Effect of institutional quality on the attractiveness of foreign direct investment in the Democratic Republic of Congo

Clovis MIAMO WENDJI, (Professeur Titulaire agrégé CAMES)
Faculté des Sciences Économiques et de Gestion
Université de Dschang, Cameroun

Augustin MUMBERE SIBAYIRWANDEKE, (Professeur Associé)
Faculté des Sciences Économiques et de Gestion
Université Libre des Pays des Grands Lacs Goma, R.D. Congo

Nelson KASEREKA KYUMA, (Doctorant)
Dschang School of Economics and Management
Faculté des Sciences Économiques et de Gestion
Université de Dschang, Cameroun

Dieu-merci KAMBALE KAHANDUKYA, (Doctorant)
Dschang School of Economics and Management
Faculté des Sciences Économiques et de Gestion
Université de Dschang, Cameroun

Adresse de correspondance :	Faculté des Sciences Économiques et de Gestion Université de Dschang, Cameroun Université Libre des Pays des Grands Lacs Goma, R.D. Congo Téléphone : +243 995 708 063
Déclaration de divulgation :	Les auteurs n'ont pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude et ils sont responsables de tout plagiat dans cet article.
Conflit d'intérêts :	Les auteurs ne signalent aucun conflit d'intérêts.
Citer cet article	MIAMO WENDJI, C., MUMBERE SIBAYIRWANDEKE, A., KASEREKA KYUMA, N., & KAMBALE KAHANDUKYA, D.- merci. (2024). Effet de la qualité des institutions sur l'attractivité des investissements directs étrangers en République Démocratique du Congo. International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics, 5(2), 227-243. https://doi.org/10.5281/zenodo.10647291
Licence	Cet article est publié en open Access sous licence CC BY-NC-ND

Received: January 06, 2023

Accepted: February 10, 2024

International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics - IJAFAME

ISSN: 2658-8455

Volume 5, Issue 2 (2024)

Effet de la qualité des institutions sur l'attractivité des investissements directs étrangers en République Démocratique du Congo

Résumé

L'objectif poursuivi dans ce papier est d'analyser l'effet de la qualité des institutions sur l'attractivité des investissements directs étrangers (IDE) en République Démocratique du Congo (RDC) au cours de la période 1996-2020 (25 ans). Pour examiner cette relation, ce papier utilise l'algorithme en deux étapes d'Engel et Granger (1987), en recourant à l'analyse économétrique à correction d'erreur d'une régression multiple. Les résultats révèlent que parmi les indicateurs de la bonne gouvernance (Kaufman et al., 1999), seules les variables « efficacité du gouvernement », « stabilité politique » et « voix et responsabilisation » exercent une influence négative et significative sur l'attractivité des IDE dans le contexte congolais. Ainsi, les implications politiques visant l'augmentation de la qualité des institutions dans le sens de la diminution du train de vie des institutions, de la conception et mise en œuvre des politiques saines, de la promotion de la démocratie, et de la réduction de l'instabilité politique et du terrorisme contribueraient à l'afflux du volume des IDE en RDC.

Mots clés : Qualité des institutions, Gouvernance, Investissements Directs Étrangers.

Classification JEL: F21, G28, O16, O38

Type de l'article : Recherche appliquée

Abstract

The objective of this paper is to analyze the effect of institutional quality on the attractiveness of foreign direct investment (FDI) in the Democratic Republic of Congo (DRC) over the period 1996-2020 (25 years). To examine this relationship, this paper uses Engel and Granger's (1987) two-stage algorithm, employing error-correction econometric analysis of a multiple regression. The results reveal that among the indicators of good governance (Kaufman et al., 1999), only the variables "government effectiveness", "political stability" and "voice and accountability" have a negative and significant influence on the attractiveness of FDI in the Congolese context. Thus, policy implications aimed at increasing the quality of institutions in the sense of decreasing institutional overheads, designing and implementing sound policies, promoting democracy, and reducing political instability and terrorism would contribute to the inflow of FDI volume to the DRC.

Key words: Institutional quality, Governance, Foreign Direct Investment.

JEL Classification: F21, G28, O16, O38

Paper type: Empirical research

1. Introduction

Le souci de connaître les déterminants des Investissements Directs Étrangers (IDE) a animé les économistes qui ont développé des théories tendant à expliquer leur existence dans les économies des pays du monde. Cependant, il sied de noter qu'il n'existe pas de cadre théorique unifié qui puisse expliquer entièrement les déterminants des IDE. Il existe une ambiguïté des résultats sur les études des déterminants des IDE. Les économistes (Lipsey et al., 1999 ; Love et Hidalgo, 2000 ; Charkrabarti, 2001 ; Obwona, 2001) soutiennent que les déterminants de l'IDE les plus significatifs sont : la dimension du marché, les facteurs macroéconomiques et le stock de capital. Tandis que la théorie éclectique proposée par Dunning (1993) fournit un cadre selon lequel les facteurs explicatifs des IDE est mis en exergue à travers trois avantages dont bénéficie la firme, à savoir : les avantages de propriété (*Ownership advantages*), les avantages liés à la localisation dans un pays d'accueil (*Location advantages*) et les avantages d'internalisation (*Internalization advantage*). Alors, la firme privilège le mode d'Investissements Direct à l'Étranger si et seulement si elle réunit simultanément les trois avantages.

En effet, en se basant sur la théorie néoclassique, il est reconnu que les dotations de facteurs d'un pays (de capital et de travail) et les ressources naturelles sont des éléments qui influencent la décision de localisation des IDE. En plus de ces facteurs traditionnels, se rajoutent également d'autres facteurs ; la théorie de l'adaptation institutionnelle qui caractérise les institutions du pays d'accueil comme déterminant des flux d'IDE, en propose d'étudier sa capacité d'attirer, d'absorber et de préserver l'IDE.

Cependant, les flux d'IDE sont dépendants de quatre éléments : la qualité institutionnelle, l'ouverture économique, l'investissement domestique et l'instabilité macroéconomique (Zumbu et Sumata, 2020). En d'autres termes, le gouvernement, le marché, l'éducation et le milieu socio-culturel. Certains obstacles peuvent se révéler désavantageux telle la corruption, la non application des lois et règlements par la société civile, la non efficacité du système judiciaire, etc. Ces dysfonctionnements reflètent la non efficacité des institutions, retardent l'application des réformes économiques et de ce fait repoussent l'investissement.

Depuis le début des années 90, les flux des IDE connaissent une évolution positive grâce à la mondialisation et sous l'impulsion des firmes multinationales (Mouhoud et Oudinet, 2006 ; Chédor et Mucchielli, 1998), dans un contexte géopolitique favorable marqué par la fin de la guerre froide. Les IDE sont dès lors considérés comme une source privilégiée de financement du développement car ils créent des liens directs, stables et durables entre les économies. Ils favorisent les transferts de technologies et de savoir-faire entre les pays, permettent à l'économie d'accueil de promouvoir plus largement ses produits sur les marchés internationaux, ils permettent également l'apport des capitaux, la réduction aux emprunts, la création d'emploi, le transfert de technologie ainsi que l'acquisition directe du savoir-faire managérial et organisationnel (Samata et Dzaka-Kikouta, 2013). Enfin, les IDE représentent une source de fonds supplémentaire pour l'investissement productif, et dans un cadre d'action publique adéquat, il peut constituer un vecteur important de développement des entreprises (OCDE, 2006).

Au cours des trois dernières décennies, l'Afrique a enregistré des entrées importantes des IDE. Celles-ci y étaient évaluées à 2,84 milliards USD en 1990. Elles ont atteint 59,37 milliards USD en 2016 (CNUCED, 2018). Mais leur évolution est caractérisée par une forte volatilité. Le continent attire 9,65 milliards USD en 2000, 19,97 milliards USD en 2001, 14,7 milliards USD en 2002, 57,7 milliards USD en 2008, 58,29 milliards USD en 2014, et 54,07 milliards USD en 2015 (CNUCED, 2016) et en 2020, les flux d'investissement vers l'Afrique ont représenté 5,2% des IDE mondiaux, contre 4,1%. Cependant, la RDC en particulier présente une augmentation

de 14% soit un montant de 1,9 milliard de dollars des IDE en 2020, 1,488 milliard USD en 2019, 1,616 milliards USD en 2018 (UNCTAD, 2000).

Pendant de nombreuses années, les économistes expliquaient l'attractivité des IDE par des facteurs purement économiques, à l'instar de la stabilité économique et politique, de la taille du marché, des infrastructures énergétiques et de transport, du coût de la main d'œuvre, de la présence des matières premières et des politiques économiques, etc. négligeant ainsi le rôle des facteurs institutionnels. Mais depuis l'apparition de la Nouvelle Économie Institutionnelle (Williamson, 2000), dans les années 1970, les analyses théoriques et empiriques s'accordent à reconnaître le rôle de la qualité des institutions sur la croissance économique, ainsi que sur l'attractivité des IDE. Elles montrent que la bonne gouvernance en général, et la lutte contre la corruption en particulier, constitue un facteur important d'attractivité des IDE (Wei et Shleifer, 2000 ; Habib et Zurawicki, 2002 ; Ali et Isse, 2003 ; Quazi, 2014 ; Hajzler et Rosborough, 2016).

Ainsi, la qualité des institutions vue comme l'un des facteurs explicatifs de l'attractivité des IDE suscitait plus d'attention. L'importance pratique de tels facteurs de politique a été néanmoins mise en évidence lors d'une réunion intergouvernementale de la conférence des Nations Unies sur les échanges et le développement (Genève, juin 2003). Il était ressorti de cette réunion que pour attirer et accroître les investissements de capitaux productifs, les pays doivent continuer à s'efforcer de créer un cadre transparent, stable et prévisible, doté de mécanismes d'exécution de contrats adéquats et de respect des droits de propriété, articulé autour de politiques macroéconomiques bien conçues et d'institutions qui permettent aux entreprises nationales et internationales d'exercer leurs activités de façon efficace et rentable, et d'avoir un impact maximal sur le développement (Masron et al., 2018).

Cependant, la RDC n'attirait pas beaucoup d'investissements au niveau international malgré ses dotations factorielles exceptionnelles en ressources naturelles et en main d'œuvre. Selon la firme internationale, Ernest et Young (2010), ce pays est absent de la liste des 10 pays africains ayant attiré le plus d'investissements étrangers. Dans ce contexte, la mauvaise gouvernance a beaucoup freiné l'attraction des IDE comme le soulignent plusieurs analystes (Kinoshita et Campos, 2004 ; Alfaro et al., 2007). Les études antérieures classent la RDC parmi les mauvais élèves en qualité des institutions, considérant les indices de gouvernance en Afrique (Ongo et Song, 2017). Le classement de Transparency International 2020 sur l'indice de perception de la corruption, publié le 28 janvier 2021, indique que la RDC occupe la 170^e place sur 179. Cet indice est passé de 21 en 2015 à 18 en 2020, soit un recul de 14,29% (Transparency International, 2020). Ce fait stylisé montre que la RDC est caractérisée par la faible qualité des institutions politiques et économiques. Selon la littérature, ce fait constitue un obstacle majeur à l'investissement, à l'entrepreneuriat et à l'innovation.

En effet, les institutions sont considérées aujourd'hui comme facteur de développement de l'Afrique et un des déterminants majeurs des IDE. Cependant, en notre connaissance, il existe très peu d'études ayant analysé ce phénomène dans le contexte de la RDC. Ce papier vise à combler ce vide en analysant empiriquement l'effet de la qualité des institutions sur l'attraction des IDE en RDC.

Hormis l'introduction et la conclusion, ce papier est structuré en trois sections, à savoir : la revue de la littérature sur l'effet de la qualité des institutions sur les IDE, l'approche méthodologique et la présentation des résultats.

2. Effets de la qualité des institutions sur les IDE : les enseignements de la littérature

La compréhension de l'effet de la qualité des institutions sur les IDE a soulevé des débats théoriques et empiriques sans consensus à travers le temps, cette section revient sur quelques-uns plus récents.

2.1. Institutions et IDE : revue théorique

La littérature a accordé une attention particulière aux institutions dans l'attraction des IDE, notamment la bonne gouvernance. Elle met en exergue les différentes façons dont la bonne gouvernance œuvre pour attirer les IDE. En premier lieu, l'existence de bonnes institutions tend à améliorer la productivité. Cette dernière nécessite un système de recherche et de développement fort, des institutions financières capables de supporter des projets scientifiques ou techniques à grande envergure, un marché du travail flexible, de faibles restrictions pour les entreprises et un gouvernement politique compétent. La bonne gouvernance fait référence à des institutions efficaces réduisant les coûts de transactions, qui sont principalement les coûts de production, d'opération logistique, d'information sur la conduite des affaires et de la surveillance des risques. Les coûts de transaction pourraient avoir un impact négatif sur le niveau d'investissement vu leur effet limitatif sur la capacité des entreprises à fonctionner, à se diversifier contre les risques, à régler les différends ou à choisir des structures organisationnelles optimales. La réduction des coûts de transaction accroît la confiance, la réciprocité et l'engagement des entreprises, améliore la compétitivité et reflète l'engagement des pays d'accueil à fournir un environnement commercial stable et développé (Tomassen et al., 2012). Ces coûts peuvent être dus à une protection inadéquate des droits de propriété, à l'absence d'un système institutionnel correctement réglementé, à une corruption généralisée, à des marchés financiers non développés ou à des structures d'incitation faibles (Dunning, 2004). En sus, la littérature théorique n'est pas parvenue à un consensus sur l'impact de la bonne gouvernance sur l'IDE. En conséquence, on peut trouver des arguments qui suggèrent des effets à la fois positifs et pervers de la bonne gouvernance. Toutefois, le débat ne se concentre pas uniquement sur le signe de l'impact de la bonne gouvernance sur les entrées d'IDE. On peut également contester l'idée que la causalité ne s'étend que de la gouvernance à l'IDE et proposer une causalité inverse (Méon et Sekkat, 2007). Outre, l'économie internationale est en train de devenir une économie de la connaissance ; d'où, l'importance des droits de propriété. La valeur de ces derniers peut rapidement être détruite si les gouvernements ne font pas respecter les droits dans ce domaine (Wall et al., 2018). Aussi faut-il noter que l'augmentation des investissements des entreprises étrangères dans un pays dépend de la capacité de ce pays à créer des institutions et des politiques qui protègent et font respecter les droits de propriété intellectuelle (Aziz, 2018).

La littérature décrit le rôle des variables institutionnelles sur l'attractivité des IDE. Il y a des raisons de soutenir que les institutions influencent à la fois directement et indirectement sur les flux d'IDE. À savoir, ils peuvent affecter directement la volonté des agents d'investir à l'étranger ou affecter des variables économiques qui peuvent à leur tour réduire la propension des agents à investir. Il peut être dit que, le principal obstacle institutionnel à l'IDE ne réside peut-être pas dans son effet sur le rendement des investissements à l'étranger mais dans le risque qu'il comporte. Ainsi, l'investissement étranger est non seulement soumis à un risque de prédation et de hold-up mais aussi, et surtout, à un risque d'expropriation et de nationalisation (Ongo et Song, 2017).

2.2 Institutions et IDE : quelques évidences empiriques

En dehors des facteurs économiques traditionnels explicatifs des IDE, au cours de ces dernières décennies, la littérature insiste plus sur la qualité des institutions comme facteur sine qua non pour un pays afin d'attirer plus des IDE.

Peres et al. (2018) utilisent la méthode de régression (MCO) pour analyser, entre 2002 et 2012, l'impact de la qualité des institutions sur les entrées des IDE dans les pays développés et en développement. Les résultats montrent que la qualité institutionnelle, mesurée par le contrôle de la corruption et l'état de droit, influence positivement et de manière significative les entrées

des IDE dans les pays développés. En revanche, en raison de la faible structure des institutions, il semble que cet impact est non significatif dans le cas des pays en développement. Pour étudier le lien entre la qualité des institutions et les flux entrants des IDE, Sabir et al. (2019) analysent le cas de 148 pays (20 pays à faible revenu, 39 pays à revenu intermédiaire inférieur, 44 pays à revenu intermédiaire supérieur et 45 pays à revenu élevé entre 1996 et 2016 en utilisant le modèle dynamique en données de panel (GMM). Ils constatent que la qualité institutionnelle joue un rôle significatif et positif dans les deux groupes de pays (Sabir et al., 2019). Cependant, les auteurs concluent que le coefficient est plus important des IDE dans les pays développés que dans les pays en développement.

Aziz et Mishra (2016) utilisent un modèle dynamique en données de panel (GMM) pour analyser l'effet des facteurs institutionnels sur les entrées des IDE dans le cas d'un panel de 16 pays arabes durant une longue période (30 ans de 1984 à 2012). Ils constatent qu'une meilleure institution et une main-d'œuvre bien formée peuvent jouer un rôle clé. Les coefficients des variables correspondantes au développement financier, à la taille du marché et à l'ouverture commerciale sont statistiquement significatifs, c'est-à-dire ces variables affectent les entrées des IDE dans les économies arabes. Dans le même sens, Gakpa (2016) utilise la méthode PMG (Pool Mean Group) pour analyser, entre 1996 à 2014, l'effet des réformes institutionnelles dans le cas des pays d'Afrique subsaharienne sortant pour la majorité d'un conflit d'une part et le lien qui existe entre les IDE et la croissance économique d'autre part. Les résultats indiquent que l'amélioration du cadre institutionnel favorise une entrée massive des IDE et montrent qu'il existe une relation entre le taux d'inflation, l'ouverture commerciale et les IDE. L'auteur affirme que les flux entrants des IDE contribuent positivement et de manière significative à la croissance économique (Issaoui, 2022).

Toutefois, Nondo et al. (2016) n'ont pas identifié une corrélation positive entre la qualité institutionnelle et les flux d'IDE dans l'Afrique Subsaharienne. Ces auteurs justifient ce résultat par le fait que les flux d'IDE se dirigeant vers cette région sont plutôt motivés par la disponibilité des ressources naturelles que par la qualité institutionnelle. De même, Jun et Singh (1996) ne trouvent pas un effet significatif des institutions sur les flux d'IDE. Pour l'étude de Asiedu (2002), ni le risque politique ni le risque d'expropriation n'exerce un impact significatif sur l'IDE. Pour justifier ce résultat, cet auteur explique que ces risques sont compensés par la forte rentabilité des IDE dans le secteur pétrolier.

La gouvernance peut aussi avoir un effet indirect sur les flux d'IDE par son impact sur d'autres variables. Il a donc été constaté que les flux d'IDE sont sensibles au capital humain, à la santé de la main-d'œuvre et à la qualité des infrastructures publiques (Mody et Srinivasan, 1998 ; Globerman et Shapiro, 2002). Si la gouvernance affecte ces variables, elle affectera sans aucun doute aussi l'IDE. Kaufman et al. (1999b) ont observé avec précision que les institutions défectueuses ont tendance à être associées à des taux d'alphabétisation des adultes plus faibles et à un état de santé moins bon. De même, Mauro (1998) signale que des institutions plus faibles se traduisent par des investissements publics plus importants dans des actifs improductifs et des dépenses moins importantes consacrées à l'entretien des projets passés. Par conséquent, en encourageant les investissements publics improductifs qui se traduisent par des équipements publics moins efficaces et une accumulation plus lente du capital humain, les institutions défectueuses entravent aussi indirectement l'attrait des pays pour les investissements étrangers. Cependant, un manque de consensus subsiste quant aux effets des institutions sur l'attractivité des IDE. Wei (2000) et Bokpin (2017) trouvent que de bonnes institutions la favorisent. Wisniewski et Pathan (2014) concluent que la qualité de la réglementation accroît l'attractivité des IDE. Aussi, Anyanwu et Yameogo (2015a et 2015b) montrent que la démocratie a des effets positifs sur les flux entrants des IDE en Afrique de l'Ouest. Ce résultat est également vérifié par Okafor (2015) et Adams et Opoku (2015).

Certains auteurs mettent principalement l'accent sur la différence entre la démocratie et l'autocratie, et affirment que l'autocratie peut être plus stable que la démocratie (Leys, 1965 ; Kaufman, 1977 ; Li et Resnick, 2003 ; Egger et Winner, 2005 ; Méon et Sekkat, 2007). Autrement dit, les sociétés autocratiques attirent plus des IDE que les sociétés démocratiques. Par ailleurs, pour mesurer la qualité institutionnelle, ils utilisent des indicateurs comme la liberté d'entreprise, la liberté d'investissement et le contrôle de corruption, et constatent que la qualité institutionnelle joue un rôle primordial. Ali et al. (2010) trouvent un effet négatif et significatif des institutions sur les IDE. En outre, du point de vue des politiques publiques et en raison de sa capacité à éradiquer la corruption et à créer un cadre libre pour les investissements, l'Estonie est le pays le plus attractif. En effet, Paul (2014) conclut que les pays dotés d'une bonne gouvernance engendrent de bonnes attractions des IDE.

Face à cette controverse sur la définition de la relation entre les institutions et les IDE dans la littérature, ce papier admet comme hypothèse que la qualité institutionnelle influence significativement et positivement l'attractivité des IDE en République Démocratique du Congo. La démarche suivie pour examiner ce lien fait l'objet de la section suivante.

3. Approche méthodologique

Il est présenté dans cette section les sources des données, les méthodes de recherche utilisées et la spécification du modèle.

3.1. Sources des données et méthodes de recherche

La présente étude exploite les données extraites des rapports de la base statistique de données macroéconomiques de la Banque Mondiale se rapportant à la RDC, (WDI et WGI 2021). Il s'agit respectivement du contrôle de la corruption (CC), de l'efficacité du gouvernement (EG), de la stabilité politique (SP), de l'État de droit (ED), de la qualité de la réglementation (QR), de la voix et responsabilité (VR) et IDE en % du PIB (IDE).

Le présent papier a été réalisé grâce à l'algorithme en deux étapes d'Engel et Granger tout en utilisant l'approche économétrique à correction d'erreur d'une régression multiple. La première a permis de déduire, sur base d'une hypothèse formulée au départ, les effets de la qualité institutionnelle sur les investissements directs étrangers en RDC. La deuxième a servi dans une analyse critique des évolutions des variables dans le temps à partir des données récoltées. La troisième nous a permis non seulement de construire le modèle d'étude, mais aussi et surtout, d'estimer les élasticités des différentes variables grâce au logiciel E-Views12. L'estimation des coefficients du modèle a aidé dans la confrontation de l'hypothèse théorique formulée aux données empiriques.

Pour parvenir à l'algorithme en deux étapes d'Engel et Granger (1987), il faut que les variables soient intégrées d'ordre 1, ces séries sont alors dites cointégrées. Pour Valéry Mignon (2008), si X_t et Y_t sont deux séries $I(d)$, alors en général la combinaison linéaire $z_t : z_t = Y_t - \beta X_t$ est aussi $I(d)$.

Cependant, il est possible que z_t ne soit pas $I(d)$ mais $I(d - b)$ où b est un entier positif ($d \geq b > 0$). En d'autres termes, z_t est intégré d'un ordre inférieur à l'ordre d'intégration des deux variables considérées. Dans ce cas, X_t et Y_t sont dites cointégrées, ce que l'on note :

$$(X_t, Y_t) \sim CI(d, b)$$

β est le paramètre de cointégration et le vecteur $[1, -\beta]$ est le vecteur de cointégration. Le cas le plus étudié correspond à : $d = b = 1$. Ainsi, deux séries non stationnaires ($I(1)$) sont cointégrées s'il existe une combinaison linéaire stationnaire ($I(0)$) de ces deux séries.

L'idée sous-jacente est la suivante : À court terme, X_t et Y_t peuvent avoir une évolution divergente (elles sont toutes les deux non stationnaires), mais elles vont évoluer ensemble à

long terme. Il existe donc une relation stable à long terme entre X_t et Y_t . Cette relation est appelée relation de cointégration ou encore relation de long terme. À long terme, les mouvements similaires de X_t et Y_t ont tendance à se compenser de sorte à obtenir une série stationnaire. z_t mesure l'ampleur du déséquilibre entre X_t et Y_t et est appelée erreur d'équilibre. C'est pourtant c'est que stipule le théorème de représentation d'Engle et Granger (1987). Lorsque deux séries sont cointégrées, leurs relations peuvent être estimées par un modèle à correction d'erreur d'une régression multiple.

Les littératures empirique et théorique présentées dans la première section du présent papier ont relevé les leçons macroéconomiques de la qualité des institutions sur les IDE. Ce phénomène peut être représenté par un modèle économétrique de régression linéaire multiple spécifié en série chronologique.

Tableau 1. Présentation des signes attendus des paramètres

Variabes	Nature	Signe attendu
IDE	Endogène	
CC	Exogène	+
EG	Exogène	+
SP	Exogène	+
RL	Exogène	+
QR	Exogène	+
VR	Exogène	+
ED	Exogène	+

Source : auteurs sur base de la littérature théorique

Le signe positif indique que le lien positif entre la variable exogène considérée et la variable endogène (IDE). Autrement dit, ce signe positif montre que les deux variables varient dans le même sens :

$$(+)\Rightarrow \frac{\partial y}{\partial x} > 0$$

Ainsi, il est attendu que les variables Efficacité du Gouvernement (EG), Contrôle de la corruption (CC), Stabilité politique (SP), qualité des procédures légales (ED), Voix et responsabilité (VR), Règles et lois (RL) ainsi que la Qualité de la réglementation (QR) varient dans le même sens avec le volume des IDE.

3.2. Spécification du modèle

L'approche méthodologique utilisée dans ce papier est basée sur l'analyse économétrique à correction d'erreur d'une régression multiple entre les institutions et les IDE.

Le modèle économétrique se présente de la manière suivante :

$$IDE_t = \beta_0 + \beta_1 CC_t + \beta_2 EG_t + \beta_3 SP_t + \beta_4 ED_t + \beta_5 QR_t + \beta_6 VR_t + \mu_t$$

IDE : est la variable endogène ou expliquée. Elle désigne les investissements directs étrangers mesurés par le ratio des investissements directs étrangers en pourcentage du Produit intérieur brut réel au temps t.

Les variables exogènes ou explicatives sont :

EG : Elle désigne l'efficacité du gouvernement, et saisi les perceptions de la qualité des services publics, la qualité de la fonction publique et son degré d'indépendance vis-à-vis des pressions politiques, la qualité de la formulation et de la mise en œuvre des politiques et la crédibilité de l'engagement du gouvernement envers ces politiques. L'estimation donne le score du pays sur l'indicateur agrégé, en unités d'une distribution normale standard, c'est-à-dire allant d'environ -2,5 à 2,5 (de l'inefficacité à l'efficacité élevée)

CC : Elle désigne le contrôle de la corruption et est mesurée par les perceptions de la mesure dans laquelle le pouvoir public est exercé à des fins privées, y compris les petites et les

grandes formes de corruption, ainsi que la « capture » de l'État par les élites et les intérêts privés. L'estimation donne le score du pays sur l'indicateur agrégé, en unités d'une distribution normale standard, c'est-à-dire allant d'environ -2,5 à 2,5.

SP : Elle mesure la stabilité politique et l'absence de violence/terrorisme. Elle est mesurée par les perceptions de la probabilité d'instabilité politique et/ou de violence à motivation politique, y compris le terrorisme. Le rang centile indique le rang du pays parmi tous les pays couverts par l'indicateur agrégé, 0 correspondant aux rangs le plus bas et 100 au rang le plus élevé. Les rangs centiles ont été ajustés pour tenir compte des changements au fil du temps dans la composition des pays couverts par le WGI. Le rang centile inférieur fait référence à la limite inférieure de l'intervalle de confiance à 90 % pour la gouvernance, exprimée en termes de rang centile.

ED : désigne la qualité des procédures légales. L'estimation donne le score du pays sur l'indicateur agrégé, en unités d'une distribution normale standard, c'est-à-dire allant d'environ -2,5 à 2,5.

VR : Elle désigne la voix et responsabilité qui capte les perceptions de la mesure dans laquelle les citoyens d'un pays peuvent participer à la sélection de leur gouvernement, ainsi que la liberté d'expression, la liberté d'association et la liberté des médias. L'estimation donne le score du pays sur l'indicateur agrégé, en unités d'une distribution normale standard, c'est-à-dire allant d'environ -2,5 à 2,5.

QR : représente la qualité de la réglementation qui saisit les perceptions de la capacité du gouvernement à formuler et à mettre en œuvre des politiques et des réglementations judicieuses qui permettent et favorisent le développement du secteur privé. L'estimation donne le score du pays sur l'indicateur agrégé, en unités d'une distribution normale standard, c'est-à-dire allant d'environ -2,5 à 2,5.

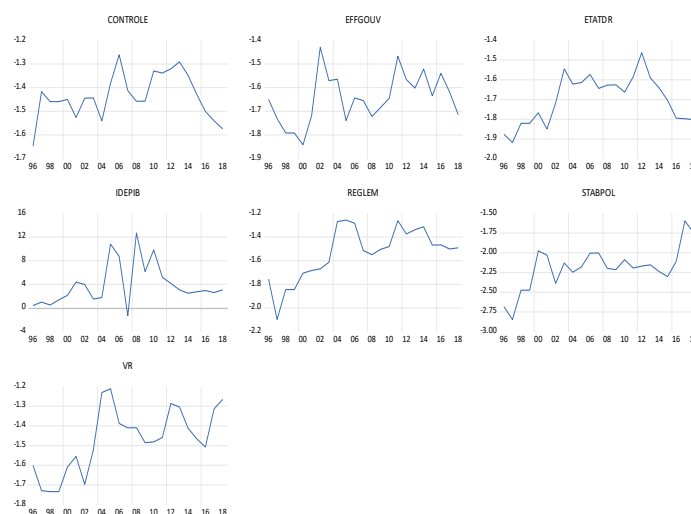
μ_t : c'est le terme erreur qui capte toutes les autres variables explicatives du phénomène étudié, mais non reprises dans le modèle.

4. Estimation du modèle et présentation des résultats

Cette section porte sur la présentation des différents résultats des analyses économétriques relatives à l'estimation du modèle auxquelles les données sur les variables sous étude ont été soumises. Elle est bouclée par la discussion de ces résultats.

Le graphique ci-après visualise l'évolution des variables du modèle adopté dans ce papier.

Figure 1. Évolution des variables du modèle



Source : auteurs

Ces graphiques renseignent sur l'évolution des variables du modèle. Il se fait observer une tendance baissière de la courbe de la variable IDE, malgré quelques fluctuations observées pour certaines années.

En gros, en dehors des variables stabilité politique et la variable règles et les lois qui ont des tendances haussières témoignant la stabilité des institutions en RDC, les autres variables ont des allures descendantes. Autrement dit, ces variables ont des fortes fluctuations.

4.1. Tests de stationnarité sur les résidus

La lecture des résultats montre que la statistique ADF est inférieure à la valeur de la table de Mackinnon et ce, à toutes les étapes. Il s'ensuit que les résidus sont stationnaires à niveau. Cependant, le coefficient affecté à la tendance, contrairement à celui du terme constant, étant non significatif, les résidus sont stationnaires sans tendance ni dérive.

Cette première étape du modèle à correction d'erreur d'une régression multiple étant satisfaite, l'estimation de la relation dynamique avec les variables en différence première et le terme résiduel retardé est possible. Ce qui fait l'objet du point suivant de cette section.

4.2. Stationnarité des variables et estimation de la relation dynamique

Dans cette sous-section, il est question de rendre stationnaires les variables afin d'éviter les résultats fallacieux.

Tableau 2. Test de stationnarité des variables

	Modèle	Statistique ADF	Valeur critique	Probabilité critique	Processus	Ordre intégration
D(EG)	1	-5,311729	-3,644963	0,0018	DS	I(1)
CC	2	-3,140218	-3,004861	0,0381	DS	I(0)
D(QR)	1	-6,702826	-3,644963	0,0001	DS	I(1)
D(IDE)	1	-5,841536	-3,658446	0,0007	DS	I(1)
D(ED)	2	-4,658438	-3,012363	0,0015	DS	I(1)
D(SP)	2	-3,857461	-3,020686	0,0090	DS	I(1)
D(VR)	2	-4,746618	-3,020686	0,0013	DS	I(1)

Source : Source : auteurs

Le tableau 2 reprend les résultats des tests ADF des variables du modèle adopté dans ce papier. Les modèles 1, 2 et 3 représentent respectivement le modèle avec tendance et dérive, le modèle avec dérive et sans trend ainsi que le modèle sans tendance ni dérive.

Aussi, il apparaît à travers ce tableau que toutes les variables suivent des lois normales sur la période allant de 1996 à 2020.

Les séries D(EG), D(QR), D(IDE), D(ED), D(SP) et D(VR) ont été non stationnaires du type DS. D'où leur stationnarisation occasionne le filtre à différence première et, par conséquent, elles sont donc cointégrées ou intégrées de même ordre. Ainsi, l'algorithme en deux étapes d'Engel et Granger est envisageable et les résultats sont loin d'être fallacieux. Cependant, l'exception est faite pour la variable CC qui a été stationnaire à niveau.

4.3. Estimation de la relation de longs et courts termes

La lecture du tableau 3 renseigne que l'estimation est satisfaisante au regard des restrictions de la modélisation économétrique. Les coefficients de détermination du modèle global présentent des niveaux acceptables aussi bien à court qu'à long terme (R-carré = 60% et R-carré ajusté = 54%). Les tests de robustesse attestent la bonté et la spécification du modèle estimé dans son ensemble (Probabilité de Fisher = 0,017565 et de Ramsey = 0,5473). Il en est de même pour la stabilité dudit modèle (voir le test de CUSUM reproduit en annexe : la courbe ne sort pas de son corridor, confirmant ainsi que les coefficients estimés sont structurellement stables). De surcroît, il s'observe que les résidus sont gaussiens, et donc normalement distribués (Probabilité

de Jarque-Bera = 0,2539), font étant d'absence d'une quelconque autocorrélation (Durbin-Watson = 1,877907 proche de 2 et Probabilité de Breusch-Godfrey = 0,9752) et demeurent homoscédastiques (Probabilité ARCH = 0,6761). Ces diverses propriétés valident ainsi statistiquement le modèle estimé pour des éventuelles interprétations des paramètres dégagés. Il ressort ainsi de l'examen des résultats que des variables de la qualité institutionnelle retenues dans la présente étude, seules l'efficacité du gouvernement, la voix et responsabilisation ainsi que la stabilité politique, absence des terrorismes et violences produisent des effets considérables sur l'attractivité des IDE en RDC. Ces effets induits restent cependant vicieux dans le contexte congolais aussi bien à court comme à long terme. En sus, ces effets sont significatifs de deux ordres dans la dynamique à long terme, alors que seule l'efficacité du gouvernement l'est à court terme ; le coefficient associé au résidu issu de la relation de cointégration étant statistiquement et négativement non nul, et vérifiant ainsi un mécanisme de correction dans le long terme ou de retour vers l'équilibre.

Tableau 3. Modèle estimé de la relation dynamique

Variable	I		II	
	Dynamique à court terme	Variable	Dynamique à long terme	IDE
C	0,219219 (0,779238)	C	7,603790 (21,74739)	
D(EG)	-11,11989*** (0,946897)	EG	-12,35320*** (9,208214)	
D(ED)	15,95984 (10,89971)	ED	3,176570 (11,61458)	
D(QR)	8,405566 (6,832938)	QR	8,939392 (9,089806)	
D(SP)	-3,336235 (4,074312)	SP	-0,549624*** (0,068203)	
D(VR)	-8,810136 (9,001504)	VR	-2,139624** (10,26543)	
RESIDU(-1)	-1,208607*** (0,297913)	CC	6,437787 (11,41364)	
R-carré	0,600086	R-carré	0,605790	
R-carré ajusté	0,540120	R-carré ajusté	0,545461	
F-statistique	3,751344	F-statistique	1,174629	
Probabilité (F-statistique)	0,017565	Probabilité (F-statistique)	0,000005	
Durbin-Watson statistique	1,877907	Durbin-Watson statistique	2,168343	
	Probabilité Jarque-Bera	0,2539		
	Probabilité Breusch-Godfrey	0,9752		
	Probabilité ARCH	0,6761		
	Probabilité Ramsey RESET Test	0,5473		

*, ** et *** respectivement significatif à 10%, 5% et 1%

Source : estimation faite à partir de la base des données

À croire les résultats de l'estimation qui sont inscrits dans le tableau ci-dessus, l'on constate que la mauvaise qualité des institutions congolaises ne favorise pas l'afflux des volumes des IDE. Rebondissant sur l'efficacité et la compétence du gouvernement, il ressort que les politiques de la promotion de la bonne gouvernance - lesquelles assainiraient le climat des affaires et le rendraient propice à l'entrée des IDE- sont, au contraire, emmaillottées de vice dans

leur mise en exécution. Les résultats montrent que l'efficacité du gouvernement exerce une influence significative et négative –ce qui s'apparente à l'inefficacité- sur l'attrait des IDE en RDC.

A cet effet, les institutions congolaises multiplient les coûts de transaction rendant complexes les systèmes de partage d'informations pertinentes avec des conséquences importantes en termes de la conduite des affaires et de la surveillance des risques. Ce qui limite ainsi le niveau d'investissement. Comme l'ont aussi soulevé Dunning (2004), Ali et al. (2010), Tomassen et al. (2012), Paul (2014), Ongo et Song (2017), Wall et al. (2018) et Aziz (2018), cette inefficacité du gouvernement entretient une inadéquation dans la protection des droits de propriété et dans la réglementation, une corruption généralisée et institutionnalisée perturbant ainsi le système économique favorable aux IDE.

Sans doute, il s'est de même révélé qu'à long terme, l'instabilité politique et la présence permanente des violences et terrorismes ne facilitent pas significativement l'entrée massive des IDE en RDC. Avec des guerres à répétition et des troubles politiques récurrentes, l'avenir du climat des affaires devient incertain et présente des risques importants. Face à ces incertitudes et turbulences, les investisseurs étrangers deviennent de plus en plus réticents à placer leurs capitaux dans le circuit économique, et ainsi s'épargner des risques politiques voire d'expropriation. Ce qui rejoint les résultats de Jun et Singh (1996) et Asiedu (2002). Alors que Anyanwu et Yameogo (2015a et 2015b), Okafor (2015) et Adams et Opoku (2015) ont pu montrer que la démocratie a des effets positifs sur les flux entrants des IDE en Afrique de l'Ouest, les résultats de la présente étude denotent, plutôt, la présence des effets significativement négatifs, à long terme, de la démocratie à travers le proxy de la voix et responsabilisation, sur l'attractivité des IDE en RDC. ce résultat se rapproche de ceux des travaux de Leys (1965), Kaufman (1977), Li et Resnick (2003), Egger et Winner (2005) et Méon et Sekkat (2007) qui minimisent également l'effet de la démocratie sur l'attraction des IDE dans les économies. Aussi faut-il noter que la démocratie congolaise est encore à sa phase embryonnaire et dominée de plusieurs vices susceptibles d'étouffer les mécanismes d'attraction des IDE.

Cependant, les résultats de la présente étude ne rencontrent pas ceux de Gakpa (2016), Aziz et Mishra (2016), Peres et al. (2018), Sabir et al. (2019) et Issaoui (2022). Pour ces travaux, les autres indicateurs tels que l'état de droit, le contrôle de la corruption et la qualité de la réglementation jouent un rôle significatif dans l'attractivité des volumes importants d'IDE dans des pays, surtout ceux en développement. Or, pour le cas de cette étude et au cours de la période considérée, ces variables sont non significatives dans le contexte congolais. Néanmoins, ceci ne revient pas à dire qu'elles ne sont pas du tout pertinentes dans l'assainissement du climat des affaires pour l'entrée massive des investissements. La présente étude reste dans l'hypothèse que les scores médiocres observés au niveau de ces variables non significatives sont la conséquence de l'inefficacité et de l'incompétence du gouvernement et auraient des effets négatifs et indirects sur l'attractivité des IDE et partant, sur la croissance économique

Nonobstant ces convergences et divergences des résultats, la présente étude revient sur l'urgence et la nécessité d'assainir le cadre institutionnel dans sa pluridimensionnalité en RDC pour l'entrée massive des IDE et l'accès aux diverses opportunités d'affaires voire économiques. En agissant ainsi, cette Nation, au regard des potentialités qu'elle regorge, bénéficiera d'importants flux entrants des IDE, lesquels auront des effets vertueux sur son développement économique et social. Comme l'ont noté Mauro (1998), Wei (2000), Wisniewski et Pathan (2014) et Bokpin (2017), les bonnes institutions accroissent l'attrait d'un pays pour les IDE et accélèrent la croissance. Ce qui ne rejette pas la conclusion de Paul (2014) : les économies dotées d'une bonne gouvernance engendrent de bonnes attractions des IDE.

5. Conclusion

Il ressort de ce papier que la qualité des institutions joue un rôle prééminent dans l'attractivité des investissements directs étrangers (IDE). L'article examine l'effet de la qualité des institutions sur les flux entrants des IDE en République Démocratique du Congo (RDC) au cours de la période 1996-2020.

Des résultats issus de la régression économétrique à correction d'erreur, il se révèle qu'à court terme, seule l'efficacité du gouvernement est une variable significative dans l'attraction des IDE en RDC. À long terme, à l'efficacité du gouvernement se sont jointes la stabilité politique, l'absence des violences et terrorismes ainsi que la voix et la responsabilisation, révélées comme des variables significatives dans l'explication de l'attractivité des IDE.

Cependant, il est ressorti des résultats que ces variables exercent une influence négative et significative sur l'attractivité des IDE dans le contexte congolais. Ceci nourrit le doute dans le chef des investisseurs étrangers qui développent une réticence vis-à-vis de l'économie congolaise qui, tout en présentant des opportunités d'affaires, reste plus risquée rendant incertain le retour sur investissement. A travers ces résultats, l'étude a montré que la démocratie telle qu'appliquée et vécue en RDC s'accompagne des vices et, par ce fait, estompé l'attractivité des IDE. Ceci est une contradiction au postulat théorique néo-institutionnel et aux résultats empiriques des travaux de recherche - dans les autres pays - qui soutiennent que le caractère démocratique des institutions est un facteur d'attractivité des IDE. Ce qui est loin d'être le cas pour la RDC.

Ainsi, il sied de noter que l'ensemble des résultats auxquels cette recherche a abouti, implique que des politiques visant l'amélioration de la qualité des institutions soient de mise. A cet effet, il y a nécessité d'implémenter et d'appliquer des réformes institutionnelles dont les actions et pratiques auront comme conséquence l'efficacité du gouvernement dans le sens de la diminution du train de vie des institutions ; la promotion de la démocratie avec la responsabilisation et la redevabilité ; la réduction de l'instabilité politique (et économique) par l'éradication du terrorisme, des rebellions, des troubles et violences ; la lutte contre la corruption ; la matérialisation du système des sanctions envers les agents économiques qui se distinguent par le comportement opportuniste vis-à-vis des règles, des principes et des institutions assurant la rationalité collective.

En définitive, les résultats de ce papier impliquent les politiques et réformes visant à rendre sain le cadre institutionnel de la RDC afin d'assurer l'attrait des IDE et leur accès aux opportunités qu'offre le potentiel économique que présente ce grand pays au cœur de l'Afrique.

Nonobstant les prouesses de cette recherche, elle reste entachée d'une limite empirique en ce sens qu'elle n'a pas pris en compte le rôle que peuvent jouer les institutions informelles internalisées à l'instar du capital social, de la confiance, de la solidarité entre membre des groupes, de la culture, de la religion, etc.

Cette limite est liée aux difficultés de capter ces variables dont les informations (valeurs) étaient manquantes dans la base des données utilisées dans cette étude. L'importance du rôle que jouent ces institutions informelles peut donc conduire à d'autres perspectives de recherche afin d'approfondir les analyses portant sur le rôle du cadre institutionnel dans l'attractivité des IDE en RDC. Aussi, l'étude n'a pas pu analyser, suivant une approche non-linéaire, à partir de quel seuil la qualité des institutions commence à favoriser l'attractivité des IDE en RDC.

D'autres pistes de recherche peuvent s'inscrire dans l'analyse ou la mise en évidence du rôle des institutions dans l'attractivité sectorielle des IDE en RDC étant donné que, dans cet article, les institutions et l'attractivité des IDE ont été considérées du point de vue global. Or, il est évident que la qualité des institutions peut différer selon le secteur d'activité et que certains secteurs attirent des IDE que d'autres.

Sous un autre angle, le présent article n'a pas abordé l'influence de la qualité des institutions sur le mouvement inverse des capitaux. Ceux-ci peuvent, sous l'effet de la qualité des institutions, prendre la direction contraire : quitter le pays d'accueil –la RDC dans ce cas – à destination de l'étranger. À l'issue de cette étude, peut-on noter que plusieurs perspectives de recherche sont ouvertes.

Références

- (1). Adams, S. and Opuku, E.E. (2015). Foreign direct investment, regulations and growth in sub-Saharan Africa. *Economic Analysis and Policy*, 47, 48-56.
- (2). Alfaro, L., Kalemli-Ozcan, S. and Vadym V. (2007). Capital Controls and Capital Flows in Emerging Economies: Policies, Practices and Consequences, In S. Edwards (ed). University of Chicago Press, Conference Date: December 16-18, 2004.
- (3). Ali, A. M. and Isse, H. S., (2003). Determinants of economic corruption: a cross-country comparison. *Cato Journal*, 22(3), 449-466.
- (4). Ali, F. A., Fiess, N., & MacDonald, R. (2010). Do Institutions Matter for Foreign Direct Investment? *Open Economies Review*, 21(2), 201-219.
- (5). Anyanwu, J.C. and Yameogo, N.D. (2015). What Drives Foreign Direct Investments into West Africa? An Empirical Investigation. *African Development Review*, 27(3), 199-215.
- (6). Asiedu, E. (2002). Determinants of Foreign Direct Investment to Developing Countries: Is Africa Different? *World Development*, 30(1), 107-119.
- (7). Aziz, O. G. (2018). Institutional quality and FDI inflows in Arab economies. *Finance Research Letters*, 25, 111-123.
- (8). Aziz, Omar G., & Mishra, A. V. (2016). Determinants of FDI inflows to Arab economies. *The Journal of International Trade & Economic Development*, 25(3), 325-356.
- (9). Bokpin, G. A. (2017). Foreign direct investment and environmental sustainability in Africa: The role of institutions and governance. *Research in International Business and Finance*, 39(A), 239-247.
- (10). Bruno Emmanuel Ongo Nkoa and Jacques Simon Song, Analyse des effets de la qualité des institutions sur la volatilité des Investissements Directs Etrangers en Afrique, *African Development Review*, Vol. 29, No. 4, 2017, 674–688
- (11). Chakrabarti A. (2001). The Determinants of Foreign Direct Investments: Sensitivity Analyses of Cross-Country Regressions. *Wiley Online Library*, 54(1), 89-114
- (12). Chédor, S. et Mucchielli, J. (1998). Implantation à l'étranger et performance à l'exportation. Une analyse empirique sur les implantations des firmes françaises. *Revue économique*, 49 (3), Développements récents de l'analyse économique : XLVIe congrès annuel de l'Association française de science économique, 617-628.
- (13). CNUCED (2016), World Investment Report.
- (14). CNUCED (2018), World Investment Report.
- (15). Dieumerci Zumbu, Claude Sumata, Les Déterminants des investissements directs étrangers et leur impact sur la performance économique en RDC 2020
- (16). Dunning, J.H. (1993). Internationalizing Porter's Diamond. *Management International Review*, 33, Extensions of the Porter Diamond Framework, 7-15.
- (17). Dunning, J.H. (2004). Institutional reform, FDI and European transition economies, In R. Grosse (ed), *International Business and Governments in the 21st Century*, Cambridge University Press.
- (18). Egger, P. and Winner, H. (2005). Evidence on corruption as an incentive for foreign direct investment. *European Journal of Political Economy*, 21(4), 932-952.

- (19). Ekodo, R., Ndam, M. et Ousmanou, K. (2020). Investissement Direct étranger et croissance économique en zone CEMAC : le rôle du contrôle de la corruption. *Repères et Perspectives économiques*, 4(2).
- (20). El issaoui, K. (2022). Qualité institutionnelle et flux des investissements directs étrangers dans les pays africains. *Revue Repères et Perspectives Economiques*, 6 (2).
- (21). Engel, R. F. and Granger, C. W. J. (1987). Co-Integration and Error Correction: Representation, Estimation, and Testing, *Econometrica: journal of the Econometric Society*, 55(2), 251-276.
- (22). Gakpa, L. L. (2016). L'importance des réformes institutionnelles dans l'attractivité des IDE dans les Etats en période de post conflit d'Afrique subsaharienne : Une analyse empirique. *Revue Africaine de Développement*, 28(1), 39-52.
- (23). Globerman, S. and Shapiro, D. (2002). Global Foreign Direct Investment Flows: The Role of Governance Infrastructure. *World Development*, 30(11), 1899-1919.
- (24). Habib, M. and Zurawicki, L. (2002), Corruption and Foreign Direct Investment. *Journal of International Business Studies*, 33, 291-307.
- (25). Haizler, C. and Rosborough, J. (2016). Government corruption and foreign direct investment under the threat of expropriation. Bank of Canada Staff, Working Paper n°2016-13.
- (26). Jun, K. W. and Singh, H. (1996). The determinants of foreign direct investment in developing countries. *UNCTAD/ITE/IIT*, 5(2), 1-39.
- (27). Kaufman, B.I. (1977). Mideast Multinational Oil, U.S. Foreign Policy, and Antitrust: the 1950s. *The Journal or American History*, 63(4), 937-979.
- (28). Kaufmann, D., Kraay, A., and Zoido, P. (1999). Governance matters. *World Bank policy research working paper*, (2196).
- (29). Khadija EL ISSAOUI, Qualité institutionnelle et flux des investissements directs étrangers dans les pays Africains, *Repères et Perspectives Economique* vol.6, N°2, 2022
- (30). Kinoshita, Y. and Campos, N.F. (2004). Estimating the Determinants of Foreign Direct Investment Inflows: How Important are Sampling and Omitted Variable Biases? *BOFIT Discussion Paper* n°10.
- (31). Leys, C. (1965). What is The Problem About Corruption? *The Journal of Modern African Studies*, 3(2), 215-230.
- (32). Li, Q. and Resnick, A. (2003). Reversal of Fortunes: Democratic Institutions and Foreign Direct Investment Inflows to Developing Countries, *International Organization*, 57(1), 175-211.
- (33). Lipsey R.E., Feenstra R.C., Hahn C.H. and Hatsopoulos G.N. (1999). The Role of Foreign Direct Investment in International Capital Flows, National Office of Economic Research, In M. Feldstein (ed). University of Chicago Press, 307-362.
- (34). Love, J. H. & Lage-Hildalgo, F. (2000). Analyzing the Determinants of US Direct Investment in Mexico. *Applied Economics*, 32(10), 1259-1267
- (35). Masron, T. A., Naseem, N. M. and Wahab, E. A. A. (2018). Institutional quality in Attracting foreign direct investment to small countries. *Malaysian Journal of Economic Studies*, Article 1.
- (36). Mauro, P. (1998). Corruption and the composition of government expenditure. *Journal of Public Economics*, 69(2), 263-279.
- (37). Méon, P. and Sekkat, K. (2007). Revisiting the relationship between governance and foreign direct investment. *Brussels Economic Review*, 50(1), Working paper n°07-13.RS, Free University of Brussels, DULBEA.
- (38). Mody, A. and Srinivasan, K. (1998). Japanese and U.S. Firms as Foreign Investors: Do They March to the Same Time? *The Canadian Journal of Economics*, 31(4), 778-799.

- (39). Mouhouub, E.M. et Oudinet, J. (2006). Migrations et marché du travail dans l'espace européen. *Economie internationale*, 1 (105), 7-39.
- (40). Nondo, C., Kahsai, M. S. and Hailu, Y.G. (2016). Does institutional quality in foreign direct investment? Evidence from Sub-Saharan African countries. *African Journal of Economic and Sustainable Development*, 5(1), 12-30.
- (41). Obwona M.B. (2001). Determinants of FDI and their Impact on Economic Growth in Uganda. *Wiley Online Library*, 13(1), 46-81.
- (42). OCDE (2006), Examens de l'OCDE sur l'investissement direct étranger, OCDE, Paris.
- (43). Okafor, G. (2015). Locational determinants of us outward FDI into Sub-Saharan Africa. *The Journal of Developing Areas*, 49(1), 187-205.
- (44). Paul, A. (2014). Indian Foreign Direct Investment: A way to Africa. *Procedia-Social and Behavioral Sciences*, 157, 183-195.
- (45). Peres, M., Ameer, W., & Xu, H. (2018). The impact of institutional quality on foreign direct investment inflows: Evidence for developed and developing countries. *Economic Research-Ekonomska Istraživanja*, 31(1), 626-644.
- (46). Pierre-Guillaume Méon et Khalid Sekkat, revisiting the relationship between governance and foreign direct investment, *revue économique bruxelles - cahiers économiques de bruxelles vol. 50 - n°1 printemps 2007*
- (47). Quazi, R.M. (2014). Corruption and Foreign Direct Investment in East Asia and South Asia: An Econometric Study. *International Journal of Economics and Financial Issues*, 4(2), 231-242.
- (48). Rapport de Transparency International 2020
- (49). Sabir, S., Rafique, A., & Abbas, K. (2019). Institutions and FDI: Evidence from developed and developing countries. *Financial Innovation*, 5(1), 1-20.
- (50). Samata, C. and Dzaka-Kikouta, T. (2013). The determinants of China's foreign direct investment in Central Africa: evidence from the Republic of Congo and DRC. *African East-Asian Affairs journal*, 2.
- (51). UNCTAD, the UN trade & development body, 2000
- (52). Wall, R., Grafakos, S., Gianoli A. and Stavropoulos, S. (2018). Why policy instruments attract foreign direct investments in renewable energy? *Climate policy*, 19(1), 59-72.
- (53). Wei, S. and Shleifer, A. (2000). Local Corruption and Global Capital Flows. *Brooking Papers on Economic Activity*, 2000(2), 303-354.
- (54). Williamson (2000), la Nouvelle Economie Institutionnelle désigne l'ensemble des règles et des normes qui encadrent et régulent le comportement des individus et des entreprises.
- (55). Wisniewski T. P. and Saima K.P. (2014). Political environment and foreign direct investment: Evidence from OECD countries. *European Journal of Political Economy*, 36. 13-23.

Annexes

Tableau 4. Statistiques descriptives

	CC	EG	ED	IDE	QR	SP	VR
Mean	-1,436120	-1,645236	-1,698544	3,930392	-1,533240	-2,191913	-1,469962
Median	-1,444694	-1,645317	-1,662914	2,959043	-1,499778	-2,178500	-1,465298
Maximum	-1,261194	-1,429207	-1,462761	12,71601	-1,255249	-1,593899	-1,211481
Minimum	-1,647852	-1,841436	-1,918399	-1,304135	-2,096586	-2,847852	-1,733551
Std, Dev,	0,094814	0,104725	0,120311	3,551513	0,218405	0,271112	0,161601
Skewness	-0,137988	0,153452	-0,082693	1,066090	-0,719848	-0,278771	-0,178958
Kurtosis	2,669580	2,482025	2,040450	3,352181	3,097610	3,799792	2,060220
Jarque-Bera	0,177618	0,347385	0,908585	4,475629	1,995489	0,910917	0,969153
Probability	0,915020	0,840556	0,634897	0,106691	0,368710	0,634157	0,615958
Sum	-33,03077	-37,84042	-39,06652	90,39901	-35,26451	-50,41399	-33,80912
Sum Sq. Dev.	0,197774	0,241283	0,318445	277,4913	1,049417	1,617043	0,574524
Observations	25	25	25	25	25	25	25

Figure 2 : Test de stabilité des coefficients de CUSUM

